

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

« La Ceinture et la Route »: Visite de Xi Jinping en Birmanie : 33 accords signés dans le cadre de l'initiative « la Ceinture et la Route »

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Economie numérique : la principale association du secteur définit des standards pour le paiement par reconnaissance faciale

Matières premières : Baowu envisage d'acquérir une mine de fer à l'étranger alors qu'une nouvelle entreprise chinoise prend le contrôle d'un autre sidérurgiste britannique

Politique industrielle : un nouveau cursus universitaire prévoit de former des talents pour répondre aux besoins technologiques de l'armée chinoise

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Développement durable : programme cadre pour la réduction de l'utilisation des plastiques

TAIWAN ([ici](#))

Commerce extérieur : baisse de l'excédent commercial en 2019 de presque 12%

Véhicules électriques : alliances Foxconn-Fiat-Chrysler, Delta-GKN

中国经济
分析报告

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Visite de Xi Jinping en Birmanie : 33 accords signés dans le cadre de l'initiative « la Ceinture et la Route»

Les 17 et 18 janvier, le président Xi Jinping a effectué sa première visite officielle de l'année 2020 en Birmanie à l'invitation du président Win Myint, marquant ainsi le 70^e anniversaire des relations diplomatiques entre les deux pays. Cette visite était la première d'un président chinois dans le pays depuis près de 20 ans. Xi a rencontré la conseillère d'État Aung San Suu Kyi, le commandant en chef, le général Min Aung Hlaing, des représentants de partis politiques et plusieurs gouverneurs locaux, notamment issus de zones de conflits ethniques.

Les deux pays ont convenu d'accélérer le développement du corridor économique entre la Chine et la Birmanie, un gigantesque projet d'infrastructure de plusieurs douzaines de milliards de dollars, avec des accords sur les chemins de fer reliant le sud-ouest de la Chine à l'océan Indien, un port en eau profonde dans l'État de Rakhine, une zone économique spéciale à la frontière sino-birmane et un nouveau projet urbain dans la capitale économique de Yangon.- tous ces projets étant liés aux nouvelles routes de la soie.

33 accords auraient été signés, parmi lesquels figurent des projets dans les infrastructures, le commerce, l'industrie manufacturière et les zones économiques spéciales. Aucune référence n'a été faite au barrage de Myitsonne (un projet de 3,6 Mds USD), vital pour le développement de la province enclavée du Yunnan en Chine, mais suspendu par la Birmanie en 2011 en raison de manifestations de la population.

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Economie numérique : la principale association du secteur définit des standards pour le paiement par reconnaissance faciale

Lundi 20 janvier, la [Payment & Clearing Association of China](#), une association professionnelle sous la supervision de la banque centrale chinoise (PBoC), a [publié](#) des lignes directrices, pour l'instant non-contraignantes, définissant les pratiques à mettre en œuvre pour le paiement par reconnaissance faciale en Chine. Selon l'association, ces solutions, qui ne pourront être qu'une option de paiement parmi d'autres, requerront nécessairement l'accord explicite des utilisateurs. De plus, les commerçants et gérants de points de vente ne conserveront pas les données personnelles des utilisateurs, qui seront stockées par des institutions financières tierces et protégées par des méthodes de chiffrement.

La pratique du paiement par reconnaissance faciale existe déjà en Chine dans de nombreux magasins et seraient utilisée par 100 millions de Chinois actuellement selon le [Nikkei Asian Review](#). Parmi les leaders du secteur, Alipay a notamment annoncé son intention d'investir 420 M USD dans les trois prochaines années pour déployer cette technologie, avec notamment la fonctionnalité « Smile to Pay » déjà disponible dans une centaine de villes chinoises selon [The Guardian](#). Tencent, son principal rival, a de son côté dévoilé la solution Frog Pro en août 2019 et se serait allié récemment avec UnionPay pour développer cette technologie conjointement.

Le développement du paiement par reconnaissance faciale semble bénéficier du soutien des autorités chinoises, comme le démontre la déclaration de Chen Jing, ex-directeur de la division technologique de la PBoC selon qui cette technologie aurait « des perspectives lumineuses ». Le gouvernement chinois promeut également le développement de la reconnaissance faciale via la mise en place en novembre 2019 d'un groupe de travail dédié à la définition de standards industriels dans ce domaine (*voir brèves du 29 novembre 2019*) piloté par l'entreprise SenseTime mais sous la supervision de l'Information Technology Standardization Technical Committee (NITS), un organe affilié au MIIT. L'utilisation de la reconnaissance faciale en Chine est controversée, notamment aux Etats-Unis, où le gouvernement a placé en mai 2019 les principales entreprises chinoises du secteur (SenseTime, Hikvision, Dahua, Megvii, iFlytek etc.) sur l'*entity list* du département du commerce pour leur participation supposée à l'internement de la minorité ouïgoure au Xinjiang.

Matières premières : Baowu envisage d'acquérir une mine de fer à l'étranger alors qu'une nouvelle entreprise chinoise prend le contrôle d'un autre sidérurgiste britannique

Les entreprises sidérurgiques chinoises poursuivent leurs efforts d'internationalisation. Jingye, considéré par le World Steel in Figures 2019 comme le 37^{ème} producteur mondial (11,25 Mt), attend toujours l'accord des autorités britanniques et françaises pour finaliser l'acquisition de British Steel (et de son usine à Hayange) alors que le [Guardian](#) révèle que Cengiz Holdings, un conglomérat turc, serait prêt à reprendre l'entreprise dans le cas où les négociations échoueraient. Toujours au Royaume-Uni, Stemcor a été racheté cette semaine pour 150 M USD par [Cedar Holdings](#), un conglomérat basé à Canton, dont les activités couvrent les matières premières, la chimie et l'immobilier.

Dans le même temps, Baowu, le leader chinois du secteur et numéro deux mondial, chercherait selon [Caixin](#) à sécuriser son approvisionnement en minerais de fer via l'acquisition d'une mine à l'étranger, comme confirmé par son président Chen Derong. Cette acquisition se ferait par l'intermédiaire d'un fonds auquel participeraient plusieurs sidérurgistes chinois. Cela permettrait de réduire à 40 USD/t le

prix des importations du minerai de fer, qui constitue avec le coke le principal intrant nécessaire à la production d'acier. Le secteur de la sidérurgie chinoise dépend fortement des importations de minerais de fer, la production nationale étant trop limitée, quantitativement et qualitativement, pour satisfaire les besoins du marché local. Depuis fin 2018, les fortes fluctuations (+69% au S1 2019) des cours des minerais de fer ont fortement pesé sur les entreprises du secteur. A titre d'exemple, la tonne de minerais de fer se négociait à 88 USD au 13 août 2019, contre plus de 120 USD le mois précédent. En décembre, l'annonce de la croissance de la production d'acier en Chine a de nouveau provoqué une augmentation des prix, qui ont atteint leur plus haut niveau depuis six mois.

Cette annonce intervient alors que la China Iron and Steel Association (CISA) a [annoncé](#) le 11 janvier que la production d'acier en Chine conserverait un fort taux de croissance en 2020 malgré une hausse de la demande limitée à 1% dans un contexte de ralentissement économique en Chine. En 2019, la Chine a produit 980 M tonnes d'acier selon la CISA, un chiffre qui remet en question l'annonce en 2018 de réduction de 150 M t de surcapacités réalisées depuis 2016.

Politique industrielle : un nouveau cursus universitaire prévoit de former des talents pour répondre aux besoins technologiques de l'armée chinoise

Une directive du Ministère de l'Education datée du 15 janvier prévoit la mise en place d'un cursus universitaire ciblant spécifiquement les secteurs dans lesquels l'Armée Populaire de Libération (ALP) souhaite rattraper son retard technologique. Ce programme-pilote, comprenant 36 universités, prévoit une procédure de sélection parallèle au gaokao, l'examen de fin d'études secondaires en Chine.

L'annonce du Ministère mentionne notamment les semi-conducteurs, les logiciels, l'intelligence artificielle, les nouveaux matériaux et les techniques de production industrielles avancées comme secteurs prioritaires.

Ces secteurs sont également mentionnés parmi les objectifs du plan Made in China 2025 dont l'objectif est de rendre la Chine indépendante des technologies étrangères dans dix domaines-clés. En formant des talents locaux qui, selon l'annonce officielle, pourront également suivre une partie de leur formation à l'étranger, la Chine chercherait ainsi à développer son autonomie stratégique et à rendre ses chaînes d'approvisionnement « sécurisées et contrôlables » (安全可靠). Actuellement, la Chine demeure dépendante des technologies étrangères, et notamment américaines, dans un certain nombre de domaines-clés tels que les semi-conducteurs. Dans ce contexte, les restrictions d'exportations imposées par l'administration américaine (ajout sur l'*entity list* de Huawei, SenseTime, HikVision etc.) peuvent impacter sérieusement les capacités de production des entreprises chinoises.

Le concept d'intégration civilo-militaire, énoncé par Mao Zedong dès 1958, a été hissé en 2015 en « stratégie nationale ». Les principaux plans industriels chinois intègrent désormais une dimension civilo-militaire.

[Consulter la base de données China Defence Universities Tracker de l'Australian Strategic Policy Institute présentant les principales universités chinoises actives dans le domaine militaire](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Développement durable : Programme cadre pour la réduction de l'utilisation des plastiques

La Commission nationale pour le développement et la réforme (département ministériel chargé de la planification et la coordination économique – en anglais NDRC) et le Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE) ont annoncé conjointement le 16 janvier un programme cadre visant à réduire la production et l'utilisation des plastiques en Chine, à améliorer son recyclage et à limiter la pollution liée à ces matériaux.

Ce document d'orientation cible la réduction de l'usage et de la pollution plastique en zones urbaines - d'abord dans les métropoles les plus développées puis progressivement dans toutes les autres grandes villes - avec trois étapes clefs (2020, 2022 et 2025).

Entre autres objectifs, à l'horizon 2025, les sacs en plastique à usage unique devraient être interdits dans toutes les grandes villes et l'utilisation de vaisselle jetable devrait diminuer de 30% au niveau national. Ce programme cadre élargit la mise en œuvre de mesures locales déjà en vigueur à Pékin et Shanghai et prévue dans une quarantaine de métropoles chinoises.

Pour mémoire, la pollution par le plastique a été identifiée comme une source de pollution notable des rivières et des côtes en Chine. Selon un communiqué du MEE en 2019, la pollution par les déchets plastiques dans les eaux côtières chinoises a atteint env. 200 Mds m³ de déchets en 2018, soit une augmentation de 27% par rapport à 2017. Ces déchets proviennent pour majorité des régions fortement industrialisées de la bouche du Fleuve Yangtsé et du delta de la Rivière des Perles. Depuis l'interdiction de l'importation de déchets étrangers en 2018, la Chine a mis en place plusieurs mesures pour limiter sa propre production de déchets, le pays développant en parallèle sa filière de recyclage.

[Voir le détail de la directive \(en chinois\)](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

TAIWAN

Commerce extérieur : baisse de l'excédent commercial en 2019 de presque 12%

En 2019, d'après le [Ministry of Finance](#), les exportations taïwanaises s'établissent à 329,3 Mds USD, en baisse de -1,4%, notamment vers la Chine (132,2 Mds USD, soit -4,1%, y/c Hong Kong), l'ASEAN (53,9 Mds USD, -7,2%) et l'Europe (29,7 Mds USD, -4,8%) ; mais en hausse vers les Etats-Unis (46,2 Mds USD, +17,2%) et le Japon (23,2 Mds USD, +2,1%).

Les produits électroniques restent le principal secteur d'exportation de l'île (112,5 Mds USD, +1,6%). Parmi les autres secteurs de l'industrie taïwanaise, les produits de télécommunication progressent au cours de cette même période de +20,8% à 42,6 Mds USD, mais on observe une baisse sur les produits métallurgiques (27,9 Mds USD, -11,6%), les machines (23,4 Mds USD, -8,2%) et les plastiques (22,5 Mds USD, -10,7%).

Les importations taiwanaises s'établissent à 285,8 Mds USD en 2019, restant stables (+0,4%) par rapport à l'année précédente ; les importations de produits électroniques (59,5 Mds USD, +4,3%), de machines et équipements (34,3 Mds USD, +30,2%) et de produits de télécommunication (17,2 Mds USD, +10,7%) progressent, mais les produits minéraux (48,8 Mds USD, -11,0%) et les produits chimiques (27,4 Mds USD, -9,7%) diminuent. Parmi les principaux fournisseurs de Taïwan, la Chine (y compris Hong Kong) reste en première position (20,4% du total, hausse de +5,9%), suivie du Japon (15,4%, -0,3%), de l'Europe (12,8%, +5,7%), des pays d'ASEAN (12,3%, +1,4%), et des Etats-Unis (12,2%, +5,2%).

Au final, l'excédent commercial de Taïwan s'établit à 43,5 Md USD, en baisse de -11,7% par rapport à l'année précédente, soit 7,1% du PIB.

Véhicules électriques : alliances Foxconn-Fiat-Chrysler, Delta-GKN

Projet d'alliance dans le domaine des véhicules électriques entre Hon Hai (Foxconn) et Fiat Chrysler avec pour première étape le marché chinois selon le [Taipei Times](#) du 18 janvier. Au sein de la co-entreprise, Hon Hai se concentrerait sur le design, les composants et la gestion de la chaîne d'approvisionnement.

[De manière quasi-simultanée](#), le groupe Delta vient d'annoncer une collaboration avec le britannique GKN dans le domaine des solutions e-drive. [Les fabricants de composants](#) (Zhen Ding tech, Eson, Aleees, AUO...) se positionnent.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

Adresse : N°60 Tianzulu,
Liangmaqiao, 3e quartier
diplomatique,

district Chaoyang, 100600 BEIJING –
PRC, CP 100600

Rédigé par : Antoine Bernez,
Antoine Moisson, Florent Geelhand
De Merxem et Odile Huang

Revu par : Julien Dumond, Orhan
Chiali, Jean-Philippe Dufour et Alain
Berder

Responsable de publication : Jean-
Marc Fenet